

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0418 du 07 au 12 août 2023

Magazine

DÉFILÉ MILITAIRE
DU 1^{ER} AOÛT 2023



Le Général de Brigade
Fructueux GBAGUIDI
Chef d'État-Major Général des
Forces Armées Béninoises

LE GENERAL GBAGUIDI SATISFAIT DE SES TROUPES





F1RST AFRIQUE



F1RST AFRIQUE
Magazine

LE GÉNÉRAL GBAGUIDI SATISFAIT DE SES TROUPES

Le Bénin a célébré le 1er Août dernier, le 63^e anniversaire de son accession à la souveraineté nationale et internationale. Une édition marquée par des innovations militaires et des invités de marque du président Patrice Talon.

C'est un 1er août spécial qu'a connu le public béninois cette année. L'armée a offert un défilé militaire spectaculaire au peuple sur l'esplanade de l'Amazonie devant le président Patrice Talon et ses hôtes de marque que sont, le président nigérian Bola Tinubu et le riche homme d'affaires, Aliko Dangote.

Avant d'ouvrir le bal du défilé, les Forces de Défense et de Sécurité ont d'abord exprimé leur reconnaissance aux efforts consentis par le gouvernement pour mettre en déroute les ambitions des groupes armés.

De l'acquisition de matériels militaires au renforcement des capaci-

tés des FDS en passant par l'augmentation de leurs effectifs, l'intensification de la coopération militaire entre le Bénin et plusieurs pays de la sous-région dont le Nigéria, les actes de protection des soldats et autres, l'armée a remercié le chef de l'État pour son dévouement au service de la Nation. Occasion pour celle-ci de renouveler sa loyauté et son engagement indéfectible à toujours remplir efficacement sa mission.

Vient ensuite le défilé inédit qui a retenu l'attention de tout le peuple béninois ce mardi 1er août 2023. La particularité de celui-ci, est qu'il s'est déroulé aussi bien sûr sur que dans les airs béninois. En effet, plusieurs aéronefs de l'armée béninoise ont fait des parades dans le ciel de la capitale.

Une première pour le pays depuis 1960. Le traditionnel défilé pédestre et motorisé s'est aussi observé durant les 1 heures environ qu'ont officiellement duré les

festivités.

De quoi réjouir le chef d'état-major général des armées béninoises, le Général de Brigade Fructueux Gbaguidi.

À l'en croire, ses hommes ont satisfait aux attentes du président Patrice Talon. « ***Vous êtes simplement bons les gars*** », a-t-il lancé avant d'ajouter « ***Je suis fier de vous*** ».

L'admiration du Général ce jour pour ses hommes n'a pas eu de limite « ***Je vous aime. Je ne veux pas faire de discours. Nous sommes là pour faire la fête*** », a déclaré le Général Gbaguidi.

Il faut préciser que la délégation nigériane était forte d'autorités politico-administratives. Elle

était composée de deux ministres et des gouverneurs des six états fédéraux frontaliers du Bénin. Il s'agit entre autres du Gouverneur d'Ogun State, Dapo Abiodun, le Gouverneur de Lagos State, Babajide Sanwo-Olu, le Gouverneur d'Oyo State, Oluseyi Abiodun Makinde.

La présence de l'homme d'affaires Aliko Dangote aux côtés du président Patrice Talon, exprime une fois de plus la bonne santé des relations benino-nigérianes. Elle augure sans doute de bonnes perspectives économiques pour les deux pays et particulièrement pour le Bénin dans les jours à venir.

Jacob Y./La rédaction





F1RST AFRIQUE





FIRST AFRIQUE



LE TOP DONNÉ SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL

LA 3^ÈME ÉDITION DU RECENSEMENT

Général des Entreprises (RGE 3) est lancée sur l'ensemble du territoire national. C'est dans ce cadre que le Comité national de pilotage et le comité technique qui doivent conduire les travaux du Recensement ont été installés lundi 31 juillet 2023 à Cotonou.

A l'instar de l'édition 1980 et 2008, le 3e Recensement général de l'entreprise prévu pour lieu le premier trimestre 2024 sera placée sous la supervision de l'Institut national de la statistique et de la démographie. Elle intervient 15 ans après la dernière édition. C'est la première session du comité national de pilotage et le comité technique, tenue le lundi 31 juillet 2023 à Cotonou dans les locaux de l'INSTAD, bras technique des recensements au Bénin, qui a lancé les hostilités.

Occasion pour le Bénin d'actualiser pour la troisième fois, les données béninoises sur les entreprises. Les deux organes mis sur pied à savoir : les comités techniques et

de pilotage des travaux du Recensement pour accompagner l'Institut national de la Statistique et de la démographie (INSTAD) dans l'atteinte des objectifs du RGE viennent ainsi de poser un noble pas dans le processus devant aboutir à ce recensement.

Au cours des travaux, le Directeur général de l'INSTAD a rappelé l'objectif du RGE 3. **« Ce Recensement permettra de répondre avec précision à plusieurs questions vitales pour l'économie de notre pays et le bien-être de ses habitants, notamment : combien d'entreprises avons-nous au Bénin ? Comment sont-elles réparties sur le territoire national suivant la taille et les branches d'activité ? quelle est la situation de l'emploi dans le secteur privé au Bénin ? Et quelle est la place de la femme dans l'entrepreneuriat au Bénin ? »** autant d'interrogations émises par Laurent Hounsa. Lui qui rappelle qu'au lendemain de l'opération, le Bénin pourra disposer d'une base de sondage pour la réalisation d'enquêtes économiques, du potentiel productif

de chaque département du pays afin de promouvoir la décentralisation et d'un répertoire des obstacles à l'entrepreneuriat au Bénin.

Le Directeur de la Comptabilité Nationale et des Statistiques Economiques prend le relai des interventions pour présenter à l'assistance, le projet RGE 3. Son exposé tourne autour du contexte de la réalisation du RGE 3, les intérêts, le champ de couverture, le cadre légal institutionnel, les cibles et le délai. Le Secrétaire général du Ministère de l'Economie et des finances a souligné l'intérêt que revêt le RGE 3 pour le Ministre d'Etat, Romuald Wadagni.

Pour Alban Bessan, le processus qui a démarré depuis des mois est conduit. **« La première session qui se tient en ce moment n'aurait pas été possible si les travaux préparatoires n'ont pas atteint un niveau satisfaisant. A cette étape, je peux affirmer sans risque de me tromper que le processus est bien conduit et je n'ai pas de doute que le cap sera maintenu jusqu'à la fin »**, a-t-il

confié.

Abordant le Recensement proprement dit, il a mis un point d'honneur sur les objectifs à savoir : actualiser les données sur le secteur privé à la suite des nombreuses mutations observées dans l'environnement des entreprises depuis la dernière édition du Rge. Au plan technique, le RGE 3 sera conduit par l'INSTAD.

Au regard de la dimension multiple et multiforme des bénéficiaires, le Ministre de l'Economie et des Finances a pris l'arrêté n°2023-141/Mef/Dc/Sgm/Instad du 24 janvier 2023 qui met en place le Comité national de pilotage et le comité technique pour accompagner l'INSTAD dans l'atteinte des objectifs. Ces deux instances complémentaires ont pour mission d'encadrer, de mettre en œuvre et de superviser le RGE 3 afin de s'assurer de la réussite du Recensement.

Séverin A./ La Rédaction



FIRST AFRIQUE

First Afrique Magazine

Directeur de Publication :

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef :

Jacob YANTCHA

Secrétaire de rédaction :

Séverin Adéwalé,

Rédaction :

Wilfrid Kintossou

Aubierge Padonou

Jacob Yantcha,

Kévine Segbo

Mardochee Gounou.

Montage : FIRST AFRIQUE

FIRST AFRIQUE

Directeur Général

Wilfrid KINTOSSOU

Assistant

Duc Martin Kintossou

www.firstafrique.tv.bj

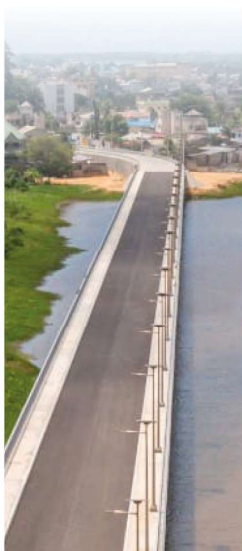


GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
DU BÉNIN



5^{ème} RECENSEMENT GÉNÉRAL
DE LA POPULATION ET DE
L'HABITATION DU BÉNIN (RGPH5)

LE RGPH5 POUR UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE ÉQUILIBRÉ



L'ALGÉRIE S'OPPOSE À UNE INTERVENTION MILITAIRE



L'Algérie n'est pas partante pour une intervention militaire au Niger. Les autorités ont mis en garde contre les conséquences qu'elle engendrerait.

Alger a tranché sur l'intervention militaire envisagée par le Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédeao) au Niger.

Dans son communiqué, la diplomatie algérienne a appelé à «la prudence

et à la retenue face aux intentions d'intervention militaire étrangère, des intentions qui ne sont malheureusement pas exclues et qui sont susceptibles d'être mises en œuvre, mais qui ne représentent que des vecteurs de complication et d'aggravation de la crise actuelle».

Cette opposition ne signifie pas que l'Algérie est contre un retour à l'ordre constitutionnel. C'est pourquoi le communiqué a tenu à pré-

ciser que le pays «**renouvelle son profond attachement au retour à l'ordre constitutionnel au Niger et au respect de l'Etat de droit, de même que le gouvernement algérien réaffirme à cet égard son soutien à Monsieur Mohamed Bazoum en tant que président légitime de la République du Niger**».

Pour Alger, ce retour à l'ordre constitutionnel doit être réalisé par des moyens pacifiques qui

éviteraient au Niger et à l'ensemble de la région une aggravation de l'insécurité et de l'instabilité au peuples davantage de vicissitudes et de tragédies.

Alger n'est pas le seul à s'opposer à l'intervention militaire en vue. Les autorités du Burkina Faso et du Mali ont aussi averti, dans une déclaration commune lundi 31 juillet, que toute intervention militaire au Niger pour réinstaller le président Mohamed

L'ALGÉRIE S'OPPOSE À UNE INTERVENTION MILITAIRE

Bazoum au pouvoir équivaldrait à **«une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali»**. L'Algérie prend position alors que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest envisage une intervention militaire au Niger pour rétablir le président Mohamed Bazoum.

Les chefs d'état-major de la communauté ont d'ailleurs défini les modalités de celle-ci au terme de trois jours de travaux à Abuja.

Le Président Bazoum renversé par le chef de la Garde présidentielle, le général Abdourahmane Tchiani, est toujours aux mains des

putschistes à Niamey.

Le coup d'État mené il y a plus d'une semaine est largement condamné par la communauté internationale, qui a exigé que Bazoum, élu démocratiquement, soit rétabli dans ses fonctions, tout en menaçant de rompre les relations, d'interrompre l'aide et

même d'intervenir par la force «si nécessaire».

Les États-Unis, la France et l'Allemagne ont d'ailleurs suspendu leur aide économique à Niamey. La Cédéao quant à elle a pris des sanctions historiques à l'encontre du pays.

Jacob Y./La rédaction



LES CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE LA CÉDEAO FIXENT LE CADRE



La pression s'accroît sur le Niger à quelques heures de la fin de l'ultimatum de la Cédéao. Les chefs d'état-major de l'organisation sous régionale ont défini les modalités d'une «éventuelle intervention militaire» dans le pays.

Tous les éléments d'une éventuelle intervention ont été élaborés lors de la réunion de trois jours à Abuja y compris les ressources nécessaires, mais aussi

la manière et le moment où nous allons déployer la force, a laissé entendre le commissaire chargé des Affaires politiques et de la Sécurité, Abdel-Fatau Musah.

En clair, les états-majors de l'organisation Ouest-africaine ont défini les contours d'une « **éventuelle intervention militaire** » contre les putschistes qui contrôlent le pouvoir au Niger depuis plus d'une semaine.

La force qui sera engagée aura un mandat robuste en cas d'intervention militaire au Niger, ont indiqué des sources. Ce plan inclut l'usage de la force avec des actions offensives autorisées, a rapporté Radio France Internationale. La même source affirme que le Nigeria aura un rôle de leader avec le plus important dispositif.

Mais le contingent ivoirien pourrait être le plus important. Les précisions sur le finan-

cement non pas été données.

Toutes les options sont envisagées pour l'opération. La plus grosse contribution sera nigériane. Quant aux autres pays contributeurs, il y aurait la Côte d'Ivoire, le Bénin, avec une promesse du Sénégal. D'autres pays ne se sont pas encore prononcés.

Mais d'ores et déjà le Burkina Faso, le Mali et la Guinée ne font pas partie de l'initiative.

UN DÉFILÉ MILITAIRE INÉDIT RÉSERVÉ AU PUBLIC

Les trois pays de la Communauté, dirigés par les militaires ont affiché leur opposition à une probable intervention au Niger.

Chaque état-major a présenté le plan d'intervention élaboré à Abuja au président de son pays. La force qui selon les informations est prête, interviendra seulement sur ordre des chefs d'État de la communauté.

Les conclusions des états-majors de la

Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédeao) interviennent à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum donnée le 30 juillet dernier au putschistes nigériens. Il avait été donné quatre jours après le coup d'État qui a renversé le président élu Mohamed Bazoum.

Le général Abdourahamane Tchiani qui a renversé Mohamed Bzoum, a dans un communiqué lu à la télévi-

sion nationale justifié le 28 juillet dernier son coup de force par « **la dégradation de la situation sécuritaire** » au Niger. Il préside depuis lors le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie.

L'officier a expliqué qu'il y avait d'un côté « **le discours politique** » qui voulait faire croire que « **tout va bien** » et de l'autre « **la dure réalité avec son lot de morts, de déplacés, d'humiliation et de frustration** ».

À l'en croire, « **l'approche sécuritaire actuelle n'a pas permis de sécuriser le pays en dépit de lourds sacrifices consentis par les Nigériens et le soutien appréciable et apprécié de nos partenaires extérieurs** », avait-il tenté d'expliquer.

Jacob Y./La rédaction



LE PROGRAMME DU BÉNIN FACE AU MOZAMBIQUE DÉVOILÉ



On en sait désormais un peu plus sur la tenue du match Mozambique-Bénin. Une rencontre comptant pour la sixième et dernière journée des éliminatoires de la CAN 2023. La CAF a communiqué aux fédérations des deux équipes la date, le lieu et l'heure de la rencontre.

Plus qu'un match, c'est un véritable duel qui s'annonce entre le Bénin et le Mozambique. Cette rencontre Mozambique - Bénin du groupe L des éliminatoires de la CAN 2023 est une finale entre les deux sélections. Elle va décider de l'équipe qui accompagnera le Sénégal en Côte d'Ivoire pour la phase

finale de la compétition.

A deux mois de cette rencontre fatidique, les Guépards et les Mambas sont fixés par la Confédération Africaine de Football. D'après l'instance panafricaine, le match Mozambique - Bénin aura lieu le samedi 9 septembre 2023. Ce sera à l'Estádio Nacional do Zimpeto. Le match est programmé à 13h GMT. **Pour rappel, les Bénéinois ont une revanche à prendre face aux Mozambicains.** Lors de la deuxième journée des éliminatoires, le Bénin avait perdu 1-0 à domicile. Les hommes de Gernot Rohr sont condamnés à la victoire s'ils rêvent de disputer la CAN 2023 prévue

en janvier-février 2024 en Côte d'Ivoire. Pour rappel, le match Mozambique - Bénin compte pour la sixième et dernière journée des éliminatoires de la CAN 2023.

Un quatuor arbitral égyptien pour diriger la rencontre

Le match est un duel décisif entrant dans le cadre de la sixième et dernière journée des éliminatoires. Vu l'envergure de la rencontre, la Confédération Africaine de Football a décidé de confier la direction du match à Mohamed Abdel Elsaid Hussien. Il est désigné à la tête d'un quatuor arbitral égyptien, avec Sami Mohamed Abouzid Halhal comme premier as-

sistant.

Youssef Wahid Youssef Elbosaty est lui désigné comme deuxième assistant tandis que Mahmoud Elbana est attendu comme le quatrième officiel de cette confrontation entre le Mozambique et le Bénin. La rencontre est prévue pour le 9 septembre 2023 à 13h GMT à l'Estádio Nacional do Zimpeto. Devant leur public, les Mambas n'auront besoin que d'un match nul pour assurer leur qualification. Du côté des Guépards, une victoire est impérative afin de rejoindre la vague des qualifiés.

Séverin A./ La Rédaction

DÉSORMAIS, COMMANDEZ VOS MEUBLES EN GROS EN TURQUIE ET **PAYEZ EN FCFA**

Profitez vite de cette offre qui vous épargne
les difficultés de voyage !

 www.karakata.biz

OPPORTUNITÉ
POUR LES
GROSSISTES



Des choses à nous dire ? Un
message particulier à
passer ? Une situation à
dénoncer ? Nous sommes à
l'écoute et nous voulons
vous entendre.

LES NOMS DES RUES DÉCOLONISÉS



CÔTE D'IVOIRE

"Africanisation" des rues d'Abidjan

En Côte d'Ivoire, de nombreux boulevards, avenues et rues d'Abidjan vont changer d'appellation. Ce grand projet d'adressage doit apporter une meilleure fluidité urbaine et des gains économiques aux entreprises et à l'Etat. Dans une interview, le ministre de la construction, du logement et de l'urbanisme Bruno Koné a levé un coin de voile sur le projet.

A Abidjan, indiquer son adresse à un artisan, un

livreur ou un ami relève souvent du jeu de piste. Une habitude que les autorités ivoiriennes espèrent réformer grâce au grand projet d'adressage (changement de nom des rues et création d'adresses) initié en 2017 et qui doit prendre fin l'an prochain.

Dans un premier temps, 32 boulevards et 211 avenues de la capitale économique sont concernés.

La liste a été présentée en conseil des ministres

et dévoilée le 24 juillet 2023 par Bruno Koné, le ministre de la construction, du logement et de l'urbanisme.

Les axes concernés et leur appellation ont été retenus sur proposition d'un collège composé d'experts et de personnalités du pays « **qui n'ont aucune raison d'être complaisants dans la mission qui leur a été confiée** », a souligné le ministre pour se prémunir des critiques.

De nombreux obser-

vateurs n'ont toutefois pas manqué de pointer la surreprésentation d'hommes politiques dans la liste : des présidents, des opposants, des ministres (d'anciens gouvernements ou de l'actuel) et des personnalités qui ont marqué l'histoire politique, militaire, culturelle et sportive de Côte d'Ivoire. Une grande place a également été faite aux valeurs comme la solidarité, la liberté et l'hospitalité.

Les présidents français

LES NOMS DES RUES DÉCOLONISÉS

remplacés

Les présidents français Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand perdent leurs boulevards, remplacés respectivement par le premier président ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, et l'écrivain et homme politique Germain Coffi Gadeau (sur un premier tronçon), et la première dame, Dominique Ouattara (sur un deuxième tronçon).

Un acte qui suit l'avis des Ivoiriens et n'a « **pas de relents politiques** », assure le ministère. Le boulevard de France de-

vient ainsi le boulevard Marie-Thérèse-Houphouët-Boigny, du nom de l'épouse du père de l'indépendance, et le boulevard de Marseille se nommera désormais le boulevard Philippe-Yacé, un des fondateurs de la république ivoirienne, qui a vécu dans cette rue.

Une autre liste de 2 500 noms de rue, déjà validée en conseil des ministres, doit être communiquée dans les prochains jours, d'après le ministère de l'urbanisme.

Et 5 500 autres suivront

dans les prochains mois. Au total, 14 000 axes seront adressés.

Financé à hauteur de 15 millions de dollars (environ 13,6 millions d'euros) par la Banque mondiale, le projet a pour objectif de donner une adresse aux habitants et professionnels des treize communes d'Abidjan.

Dans une ville de 6 millions d'habitants, le défi n'est pas mince. Un premier adressage avait été effectué pendant la colonisation, puis quelques noms de rue et des codes dits alphanumériques

(B25, L231...) pour les axes des principales communes sont apparus sous la présidence d'Henri Konan Bédié (1993-1999). Mais le projet n'a « jamais réussi à se fixer dans la mémoire collective », estime le ministre Bruno Koné.

Séverin A./ La Rédaction

ADRESSAGE DE RUES



A close-up photograph of several hands of different skin tones clapping together in a huddle, symbolizing teamwork and unity. The hands are positioned in the center and left side of the frame, with some wearing white sleeves and a watch.

1A

F1RST AFRIQUE

*L'intégrité est
essentielle pour la
réussite à long terme de
toute entreprise. Chez
nous, c'est une valeur
non-égociable !!!*



<https://firstafrique.tv.bj/>



+229 58 24 24 03

F1RST AFRIQUE